



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation et des élections
Section procédures environnementales

Arrêté préfectoral de mise en demeure, de suspension et de mesures conservatoires
DCL-BRENV-2025- 219-2

SAS TOLIX STEEL DESIGN

Siège administratif :

**Siret : 478 854 888 00029
18 boulevard Bernard Giberstein
ZI Saint-Andoche BP 10050
71400 AUTUN**

Site d'exploitation :

**boulevard de l'industrie
ZI Saint-Andoche BP 50
71400 AUTUN**

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 : Métaux et matières plastiques (traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique, ou par emploi de liquides halogénés ;
Vu la déclaration initiale du 4 octobre 2019 de la société TOLIX STEEL DESIGN, ayant fait l'objet d'une preuve de dépôt n°A-9-NZ7CBR2J25, pour l'exploitation d'une installation de traitement de surface relevant de la rubrique 2565-2b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune d'AUTUN ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 23 avril 2025 transmis à l'exploitant par courrier du 2 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 2 juillet 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant du 23 juillet 2025 sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Considérant que lors de la visite d'inspection effectuée le 23 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'entreposage des déchets suivants provenant de l'établissement dit « nouveau » au 18 boulevard Giberstein à Autun, soumis à enregistrement :

- environ 10 m³ de bains de dégraissage usagés issus du site « nouveau » soumis à enregistrement situé au 18 boulevard Giberstein à Autun, stockés en GRV d'1 m³. Les GRV ne sont pas stockés sur rétention ;

- 7 palettes et 40 big-bags de peintures usagées stockés ;
- 16 big-bags de grenailles usagées sur l'ancien site soumis à déclaration ;

Considérant que le point 2.10 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé impose que « *Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

[...]

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. »

Considérant que l'entreposage des déchets dangereux liquides en GRV ne se fait pas sur rétention et qu'il s'agit d'une non-conformité au point 2.10 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TOLIX STEEL DESIGN SAS de respecter les prescriptions du point 2.10 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les déchets provenant de l'exploitation de l'établissement dit « nouveau » au 18 boulevard Giberstein à Autun, soumis à enregistrement, sont en grande majorité dangereux (bains de décapages usagés, déchets de poudre de peinture, grenaille usagée, emballages de produits dangereux vides ;

Considérant que par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant

- a justifié de l'évacuation vers des installations autorisées à les traiter des déchets suivants : bains de dégraissage/décapage stockés dans la rétention déportée, big-bags de peintures usagées, big-bags de grenailles usagées ;
- indique que les bains de dégraissage usagés stockés pour partie en GRV d'1 m³ sur l'ancien site pourront raisonnablement être évacués courant du mois de septembre 2025 ;

Considérant que la quantité totale de déchets dangereux entreposé provenant d'un établissement tiers encore présente sur site est d'environ 20 tonnes ;

Considérant que le transit et le regroupement de déchets dangereux est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées dès 1 tonne ;

Considérant que la société TOLIX STEEL DESIGN SAS ne bénéficie d'aucune autorisation pour le transit/regroupement de déchets dangereux au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que l'article L.171-7 du code de l'environnement dispose que l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration requis en application du même code ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société TOLIX STEEL DESIGN SAS de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que la poursuite de l'activité de transit/regroupement de déchets dangereux de la société TOLIX STEEL DESIGN SAS en situation irrégulière menace de porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liées, notamment les risques de pollution des sols et des eaux superficielles, souterraines, risques d'incendies ;

Considérant que l'article L.171-7 du code de l'environnement prévoit, que l'autorité administrative puisse, en cas de situation irrégulière et en toute hypothèse,

- édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure ;

- suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation ou d'enregistrement ;

Considérant que face à la situation irrégulière des installations de la société TOLIX STEEL DESIGN SAS, et eu égard aux atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du même code en :

- imposant des mesures conservatoires à l'activité des installations ;
- suspendant l'activité des installations ;

visées par le présent arrêté, dans l'attente de leur régularisation complète ;

Considérant qu'aucun motif d'intérêt général ni la préservation des intérêts protégés par le code de l'environnement ne s'opposent à cette suspension ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure respect prescription

La société TOLIX STEEL DESIGN SAS, exploitant une installation de traitement de surface dans son établissement situé dans la ZI Saint-Andoche sur le territoire de la commune d'Autun, est mise en demeure de respecter, les prescriptions du point 2.10 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé **dans un délai de 2 mois**.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Mise en demeure régularisation activité de transit/regroupement de déchets dangereux

La société TOLIX STEEL DESIGN SAS, exploitant une installation de traitement de surface dans son établissement situé dans la ZI Saint-Andoche sur le territoire de la commune d'Autun, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, soit :

- en déposant un examen au cas par cas préalable, conformément à l'article R.122-2 et suivants du code de l'environnement, puis un dossier de demande d'autorisation environnementale complet et régulier conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- en cessant ses activités et procède à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 (pour une autorisation) du code de l'environnement.

Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois.
- dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester dans un délai de quatre mois, conformément au §III de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine ; l'attestation est transmise dans un délai de six mois à l'inspection des installations classées ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale et une demande d'examen au cas par cas préalable, les demandes d'examen au cas par cas préalable et d'autorisation environnementale doivent être déposées respectivement dans un délai de 2 mois et dans un délai de 12 mois. L'exploitant fournit dans un délai d'1 mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 - Suspension de l'exploitation de l'installation

Conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, l'exploitation de l'installation classée pour la protection de l'environnement visée à l'article 2 du présent arrêté (transit/regroupement de déchets dangereux) est suspendue à compter de la date de notification du présent arrêté et jusqu'à régularisation de ladite situation.

Conformément à l'article L. 171-9 du code de l'environnement, la société TOLIX STEEL DESIGN SAS est tenu d'assurer à son personnel, pendant toute la durée de cette suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 4 - Mesures conservatoires

La société TOLIX STEEL DESIGN SAS évacue dans un délai de 2 mois l'ensemble des déchets dangereux issus d'autres établissements et présents sur site et entreposés à titre de transit/regroupement.

La société TOLIX STEEL DESIGN SAS est tenu de tenir à jour le registre des déchets prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. Celui-ci doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'exploiter et ne préjuge pas de la suite donnée à la demande de régularisation présentée dans le cadre du respect de la mise en demeure édictée à l'article 2 du présent arrêté préfectoral.

Article 5 - Sanctions administratives

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté à l'expiration des délais impartis, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté à l'expiration des délais impartis, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, ou si la demande d'autorisation est rejetée, l'autorité administrative :

- ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement ;
- peut faire application du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision.

L'autorité administrative peut, à tout moment, afin de garantir la complète exécution des mesures prises en application des articles 3 et 4 du présent arrêté :

1° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de ces mesures. Elle peut, en sus de l'astreinte, infliger une amende au plus égale à 45 000 €. L'amende et l'astreinte sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Les deuxième et dernier alinéas du 1° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement s'appliquent à l'astreinte ;

2° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter, entre les mains d'un comptable public, du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser. Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. L'opposition devant le juge administratif à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

3° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 2° du présent I sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées.

Article 6 - Apposition de scellés

Dans le cas où la suspension prévue à l'article 3 du présent arrêté ne serait pas respectée et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être apposé des scellés sur l'installation objet de la présente, et ce, conformément à l'article L. 171-10 du code de l'environnement.

Article 7 - Notification et publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société TOLIX STEEL DESIGN SAS.

Article 8 - Exécution

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet d'Autun, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont copie est faite à l'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté à Mâcon.

Fait à Mâcon, le

07 AOUT 2025

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Dijon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.